

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## Marché de service

Restauration pour le One Ocean Science Congress à NICE  
N° 251000055

**PROCEDURE :**

Appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**IFREMER**

**Zone industrielle de la Pointe du Diable  
1625 route de Sainte Anne  
29280 Plouzané**

**CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)**

## Table des matières

<b>1. Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1. Objet du marché .....	4
1.2. Cotraitance.....	4
1.3. Sous-traitance.....	4
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>4</b>
<b>3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
3.1. Bons de commande.....	5
3.2. Passation des Bons de commande – Généralités.....	5
3.3. Contenu des Bons de commande .....	5
3.4. Passation des Bons de commande .....	6
<b>4. SUIVI DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
4.1. Représentant du titulaire.....	6
4.2. Représentant Ifremer.....	6
<b>5. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
5.1. Contenu des prix .....	6
5.2. Type de prix.....	6
5.3. Date d'établissement des prix .....	7
5.4. Variation dans les prix.....	Erreur ! Signet non défini.
<b>6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS .....</b>	<b>7</b>
6.1. Délai global de paiement.....	7
6.2. Présentation des bons de commande.....	7
6.3. Présentation des demandes de paiement.....	8
<b>7. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>8. CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>9</b>
<b>9. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION.....</b>	<b>9</b>
<b>10..... MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES .....</b>	<b>10</b>
10.1. Le marché complémentaire .....	10
10.2. L'avenant de transfert .....	10
<b>11.MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE .....</b>	<b>11</b>

<b>12.RESILIATION .....</b>	<b>11</b>
<b>13.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE .....</b>	<b>11</b>
<b>14.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS.....</b>	<b>11</b>
<b>15.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>12</b>

## **1. Objet du marché – Dispositions générales**

### **1.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de restauration dans le cadre du One Ocean Science Congress à NICE.

### **1.2. Cotraitance**

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### **1.3. Sous-traitance**

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

## **2. PIECES CONTRACTUELLES**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (CCAG/FCS)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

### **3. DECOMPOSITION DU MARCHE**

#### **3.1. Bons de commande**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

#### **3.2. Passation des Bons de commande – Généralités**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

#### **3.3. Contenu des Bons de commande**

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires (BPU).



### 3.4. Passation des Bons de commande

L'IFREMER notifie les bons de commande avec un préavis de 15 jours minimums et aux conditions tarifaires indiquées au bordereau de prix unitaires (BPU).

## 4. SUIVI DU MARCHÉ

### 4.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### 4.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

## 5. PRIX DU MARCHÉ

### 5.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 5.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont :

- ☒ Unitaires  
☐ Forfaitaires  
☐ Unitaires et Forfaitaires

### 5.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

## 6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

### 6.1. Avance

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant minimum du bon de commande. Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

### 6.2. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 6.3. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,

- Le lieu de livraison,
- L'objet de la prestation,
- Le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

#### 6.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 14 du CCAG FCS.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>



NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

## **7. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le lieu d'exécution des prestations est défini dans le CCTP joint au présent marché.

## **8. CONFIDENTIALITE**

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

## **9. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 25 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

## **10. PRESTATION SUR DEVIS**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, en cas de nécessité l'Ifremer se réserve le droit de commander sur devis des prestations supplémentaires.

Lorsque les prestations ne sont pas prévues dans le BPU, l'Ifremer demande préalablement un devis au titulaire. Le devis est adressé dans un délai de 15 jours calendaires au représentant de l'Ifremer. Le cas échéant, l'Ifremer indique le délai de remise du devis dans sa demande. Le devis mentionne le délai d'exécution des prestations, un descriptif détaillé des prestations à réaliser et des modalités d'exécution. La prestation supplémentaire sera ajoutée au BPU et mise en œuvre par l'émission d'un ordre de service.

La présente clause est mise en œuvre dans le respect de la nature globale du marché et dans la limite des 10% du montant maximum du marché.

## **11. ORDRE DE SERVICE**

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion. A défaut d'observation dans le délai indiqué, les prescriptions du bon de commande sont réputées être acceptées.

## **12. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES**

### **12.1. Le marché complémentaire**

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

### **12.2. L'avenant de transfert**

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

### **13. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE**

En application de l'article R2122-4 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour des livraisons complémentaires dont les montants cumulés ne peuvent dépasser 50 % du montant du contrat initial. Sont considérées comme livraisons complémentaires toutes livraisons qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

### **14. RESILIATION**

En complément à l'article 32 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

### **15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE**

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

### **16. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS**

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- \* l'article 3.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- \* l'article 5.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- \* l'article 11 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG
- \* l'article 14 complète l'article 32 du CCAG